

DEPARTEMENT DU RHONE

COMMUNE DE PORTE DES PIERRES DOREES

Commune déléguée de Liergues



Plan Local d'Urbanisme

Modification n°1

Notice de présentation



ATELIER D'**U**RBANISME ET D'**A**RCHITECTURE
CÉLINE GRIEU

Pièce n°	Lancement de la procédure	Enquête publique	Approbation
01	21 mars 2022		

Nota : La commune de Porte des Pierres Dorées est née de la fusion de la commune de Liergues avec la commune de Pouilly-le-Monial au 1^{er} janvier 2017. Au 1^{er} janvier 2019 la commune de Jarnioux a été intégrée à la commune nouvelle.

La procédure de modification simplifiée du PLU ne concerne que la partie correspondant à la commune déléguée de Liergues.

Sommaire

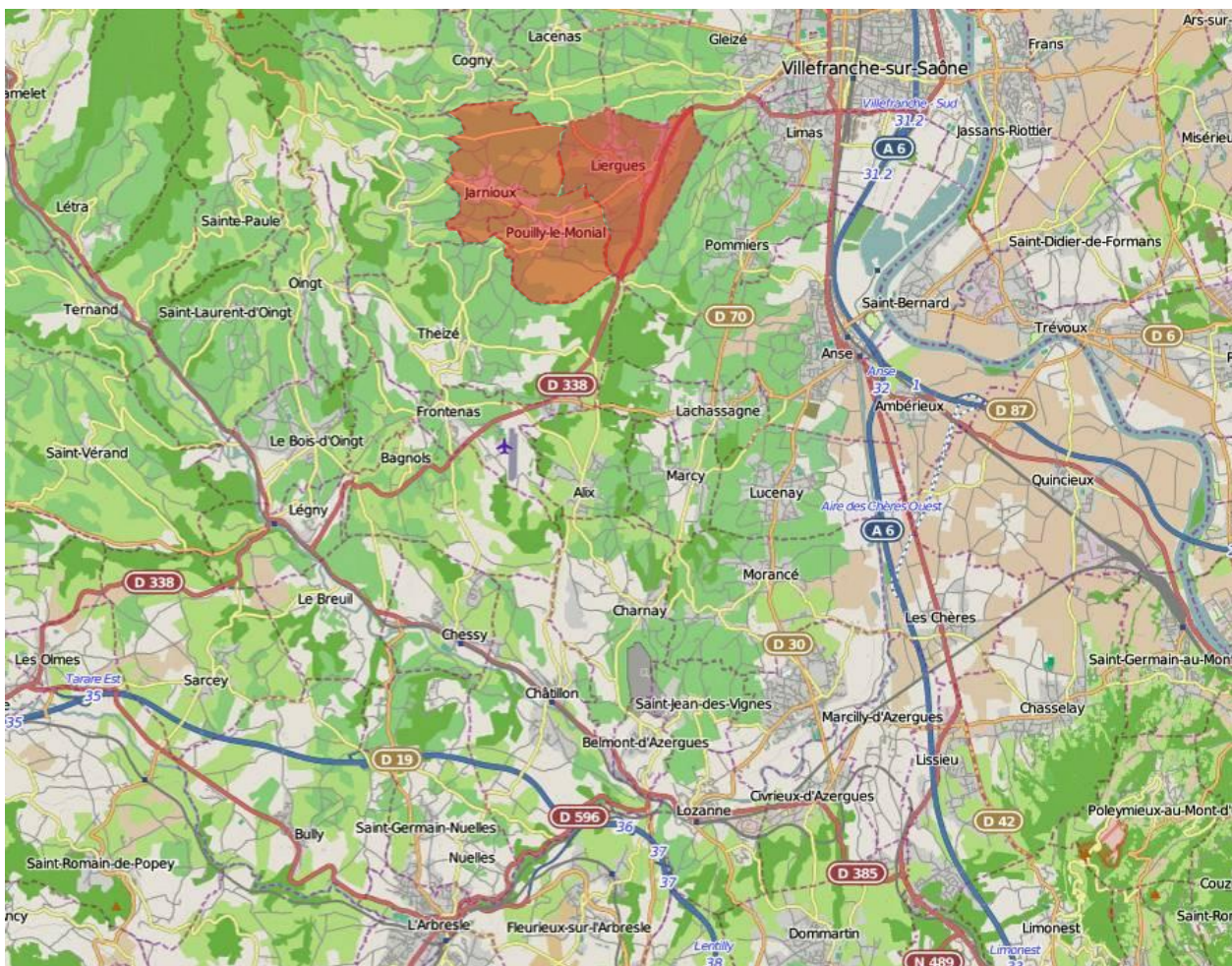
Préambule - Le contexte géographique et administratif de la modification	4
<i>I.1. Situation géographique et administrative</i>	5
<i>I.2. Le contexte réglementaire de la procédure</i>	7
<i>I.3. Les procédures antérieures</i>	11
Première partie - l'objet de la modification du PLU	12
<i>I.1. Les motivations de la modification</i>	13
<i>I.2. Les fondements de la procédure de modification</i>	13
<i>I.3. Les justifications de la modification</i>	14
Deuxième partie - Les pièces modifiées	19
<i>I.1. Le règlement écrit</i>	20
<i>I.2. Le document graphique</i>	24

Préambule - Le contexte géographique et administratif de la modification

I.1. Situation géographique et administrative

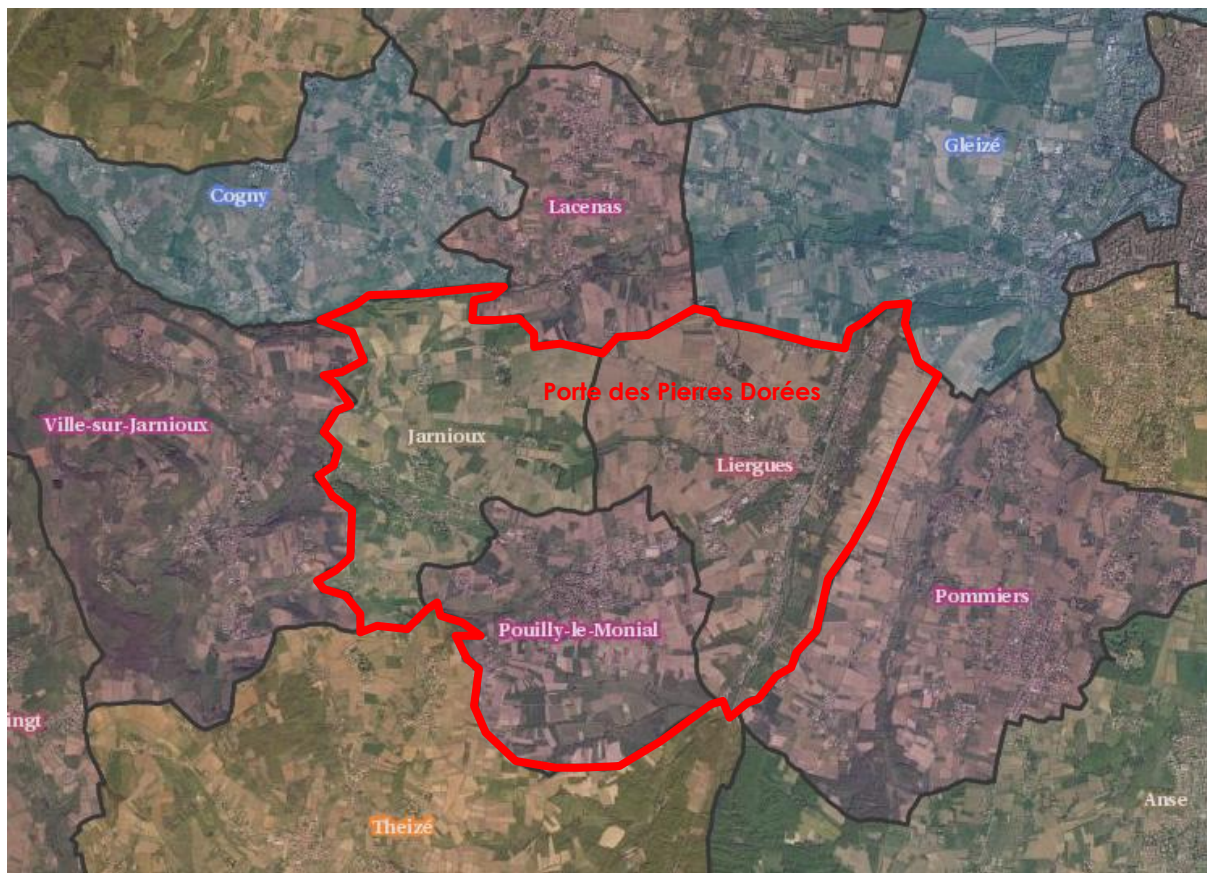
I.1.1. La situation géographique

La commune de Porte des Pierres Dorées se situe dans la partie centrale de la région Auvergne-Rhône-Alpes, plus précisément au centre du nouveau département du Rhône. Elle est à l'interface de la plaine de la Saône et des monts du Beaujolais.



Les communes limitrophes de la commune nouvelle de Porte des Pierres Dorées sont :

- Lachenas, Gleizé et Cogny au Nord
- Theizé au Sud
- Pommiers à l'Est
- Ville-sur-Jarnioux à l'Ouest (anciennement c'était Pouilly-le-Monial et Jarnioux)



I.1.2.La situation administrative

La commune de Liergues fait partie :

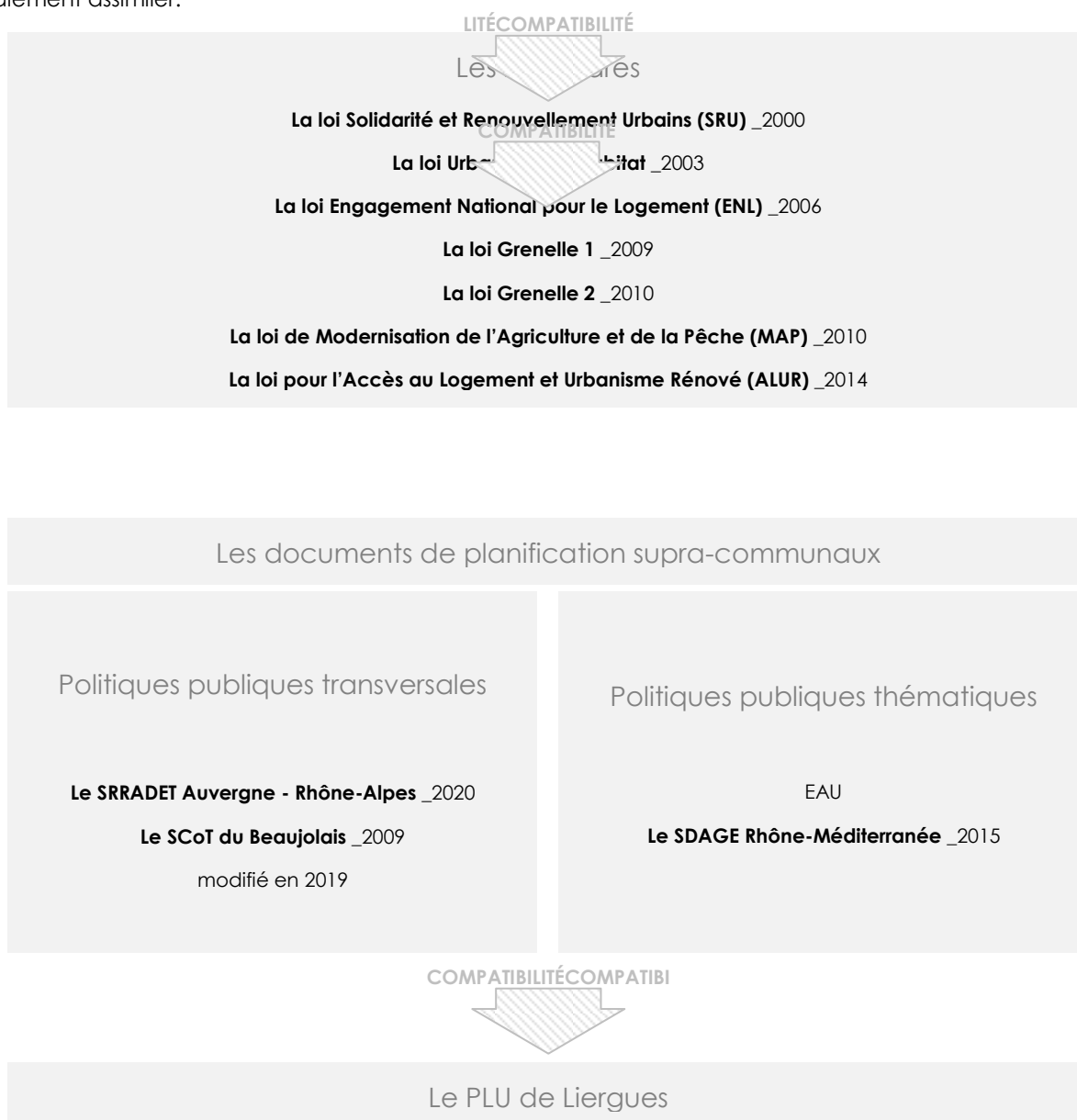
- de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (4 029 communes ; 8 042 936 habitants en 2019)
- du Département du Rhône (208 communes ; 464 176 habitants en 2019)
- de l'Arrondissement de Villefranche-sur-Saône (132 communes ; 253 618 habitants en 2019)
- du Canton du Val d'Oingt (23 communes ; 29 602 en 2019)
- de la Communauté de Communes Beaujolais Pierres Dorées (32 communes ; 53 570 habitants en 2019).

I.2. Le contexte réglementaire de la procédure

Le PLU de Liergues se situe en bas d'une chaîne composée par :

- le cadre législatif en vigueur,
- le contexte réglementaire local défini à travers les documents supra-communaux.

Ces différents documents entretiennent entre eux des rapports de compatibilité que le PLU doit également assimiler.



Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Beaujolais

Porte des Pierres Dorées fait partie du **SCoT du Beaujolais** dont le périmètre a été délimité le 7 mars 2003 par arrêté préfectoral. A ce jour il couvre un territoire de 128 communes regroupées en 2 *communautés de communes* (Saône-Beaujolais, Beaujolais-Pierres-Dorées) et 2 *communautés d'agglomération* (Villefranche-Beaujolais-Saône, l'Ouest Rhodanien).

L'élaboration du SCoT du Beaujolais portée par le Syndicat Mixte du Beaujolais a été prescrite par délibération du conseil du Syndicat Mixte en date du 1er juillet 2004.

Le SCoT a été approuvé le 29 Juin 2009 et rendu exécutoire le 7 octobre 2009. Une modification n°1 a été approuvée en mars 2019. Il est actuellement en cours de révision.

Conformément à la Loi Solidarité et Renouvellements Urbains, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent être compatibles avec les orientations des Schémas de Cohérence Territoriale.

Les principales orientations du SCoT sont les suivantes :

Orientations générales :

- Permettre l'accueil de nouvelles populations et de nouvelles activités (liées à l'attraction de la région lyonnaise).
- Mettre en valeur les richesses patrimoniales et culturelles du territoire.

Objectifs quantitatifs :

- Un développement démographique raisonné, proche du développement de la seconde moitié du 20ème siècle, correspondant à l'accueil de 45 000 personnes supplémentaires. Cette augmentation porterait la population du SCoT à 230 000 habitants d'ici 2030.
- Une construction de logements correspondante d'environ 39 900 logements.

Les quatre entrées du PADD :

- Mettre au cœur du projet du Beaujolais ses richesses naturelles et patrimoniales,
- Développer durablement le Beaujolais par une organisation territoriale repensée,
- Accueillir des entreprises et le travail en Beaujolais,
- Affirmer une gouvernance du territoire pour porter les projets et gérer l'avenir du Beaujolais.

Mettre au cœur du Beaujolais ses richesses naturelles et patrimoniales

« **Trame verte et bleue** » : prise en compte des espaces naturels remarquables (ZNIEFF de type 1, arrêtés de biotope, ENS, sites NATURA 2000, tourbières, sites classés ou inscrits...) et des espaces d'intérêt écologique (ZNIEFF de type 2, corridors écologiques, espaces de transition...).

Pour ces derniers, il s'agira de justifier l'interruption de la continuité sur des distances supérieures à 50m et de préserver le passage des animaux lors de projets d'infrastructures ou immobiliers. Ils devront être repérés dans les PLU avec des largeurs minimales suffisantes pour la viabilité écologique et l'établissement ou le rétablissement de continuités. Il conviendra également de respecter la protection des cours d'eau dans le cadre des PPRI et des contrats de rivière. Le document préconise également la préservation de la nature dite banale, notamment en classant en EBC des

haies favorisant la biodiversité, et en évitant l'urbanisation des points d'articulation du paysage (cols, rivières, routes belvédères, cônes de vue...)

Préserver les paysages : mise en place de coulées vertes majeures de 100 mètres de large pour limiter les continuités urbaines, **traitement des entrées et sorties de villes ou de bourgs**, protection des sites remarquables, protection de l'identité des villages et de leur patrimoine, préservation de la covisibilité entre versants dans les vallées remarquables, prise en compte de la structure bocagère, développement d'une politique d'aménagement urbain ;

Accompagner les mutations agricoles. Identification de secteurs agricoles stratégiques, définition de règles pour le changement de destination en zone agricole, préconisations pour veiller à ne pas pénaliser l'activité agricole dans les PLU (zonage, règlement...)

Restructurer et promouvoir le patrimoine forestier.

Préserver la ressource majeure en eau : s'assurer de l'approvisionnement en eau potable (protection des captages), respect des cycles de l'eau (perméabilité des sols, rejets des eaux dans les réseaux publics), réalisation de schémas d'assainissement des eaux pluviales, préservation des cours d'eau (bande d'inconstructibilité), préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Gérer les risques en limitant les nuisances : rappel de la nécessaire prise en compte des risques naturels et technologiques, gestion et valorisation des déchets...

Maîtriser les besoins en énergie : limitation des déplacements de personnes, développement des modes doux, installation des énergies renouvelables, intelligence et rationalité des constructions.

Les données environnementales à prendre en compte dans le PLU pour le territoire de Liergues :

- La commune est au cœur d'un espace agricole stratégique,
- Un corridor aquatique traverse la commune du Nord au Sud (ruisseau du Merloup),
- Un ligne de crête à maintenir (crête de Chaliér),
- Un coteau à ne pas franchir en matière d'urbanisation (coteau de Chaliér),
- Un axe vert à maintenir le long de la RD31 en limite avec Lacenas,
- Une coupure d'urbanisation à maintenir le long de la RD338 (au Nord du grand-Passeloup),
- Un bourg remarquable.

Développer durablement le Beaujolais par une organisation territoriale repensée

Le SCoT s'appuie sur un principe de développement urbain autour des pôles gare. Il définit cinq niveaux de polarités pour les communes et/ou agglomérations.

Niveau 1 : grands pôles structurants « historiques » du territoire et leurs agglomérations.

Niveau 2 : pôles d'accueil structurants et leurs agglomérations disposant d'une bonne desserte (actuelle et future) en transport collectif et de services structurés.

Niveau 3 : pôles de proximité situés dans l'aire d'influence des pôles structurants ou des pôles d'accueil et qui peuvent disposer de possibilités de rabattement vers des transports en commun.

Niveau 4 : les villages de proximité situés dans l'aire d'influence des pôles structurants ou des pôles d'accueil et qui peuvent disposer de possibilités de développement grâce à des rabattements vers des transports en commun.

Niveau 5 : Les autres villages.

Concernant plus précisément le secteur de rattachement de Liergues

Liergues, tout comme la commune de Pouilly-le-Monial, est identifiée comme faisant partie de la **deuxième couronne périurbaine d'Anse**.

Liergues fait partie des communes du SCoT qui appartiennent à la polarité 2. Celles-ci peuvent créer en tout 12 400 logements sur la période 1999 et 2030, soit 30 à 40% des potentialités retenues pour l'ensemble du territoire SCoT.

La polarité d'Anse peut créer 3410 logements entre 1999 et 2030, (moyenne de l'hypothèse basse et de l'hypothèse haute). 17,5 % (moyenne de l'hypothèse basse et de l'hypothèse haute) de cet ensemble devront être répartis entre les communes de Liergues et de Pouilly-le-Monial.

Selon l'hypothèse moyenne, 597 logements à produire sur la période 1999 – 2030, ou une production moyenne d'environ 19 logements par an,

Selon l'hypothèse haute, 682 logements à produire sur la période 1999 – 2030, ou une production moyenne d'environ 22 logements par an.

Pour la commune de Liergues, et au regard de son poids démographique (66%), le SCoT évalue le nombre de logements à :

- 394 selon l'hypothèse moyenne, soit 13 logements par an
- 450 selon l'hypothèse haute, soit 14,5 logements/an.

Sur ce total, **15% des logements créés devront être issus d'opérations de démolition/reconstruction.**

Les formes d'habitat variées devront favoriser l'habitat collectif et l'habitat groupé.

Un objectif de 20% de logements sociaux devra être atteint et maintenu.

Accueillir les entreprises et le travail en Beaujolais

Le développement et le dynamisme économique des territoires sont garantis par l'émergence de pôles économiques structurants. Les objectifs fixés par le SCoT sont les suivants :

- accueillir des emplois en limitant les déplacements domicile-travail et en privilégiant les secteurs desservis en transport collectif,
- renforcer les centralités en y développant les commerces et les services,
- favoriser et consolider les activités tertiaires dans les pôles et à proximité des gares.

Le SCoT met en avant la nécessité de maintenir une diversité des fonctions (commerces, services, loisirs...) pour renforcer le dynamisme des centres-bourgs des villages et limiter les déplacements.

Ainsi, 4 pôles économiques majeurs et 26 zones d'activités secondaires sont identifiés au sein du territoire du SCoT. L'accent est mis sur la densification et la mise en réseau de ces zones économiques ainsi que sur le pôle d'excellence rurale de la valorisation du bois du Beaujolais.

De petites zones d'activités (commerces, petites entreprises, services, artisanat...) peuvent également être aménagées localement en dehors des pôles dans une limite de 5 hectares et en lien avec les politiques d'aménagement des Communautés de Communes.

Faisant partie du périmètre de la DTA, la commune de Liergues ne pourra pas prévoir l'implantation de nouvelles zones d'activités.

I.3. Les procédures antérieures

La commune déléguée de Liergues est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme depuis le 20 décembre 2018. Le document a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée en 2020.

Première partie - l'objet de la modification du PLU

I.1.Les motivations de la modification

La commune de Porte des Pierres Dorées a décidé de lancer une procédure de modification du PLU de la commune déléguée de Liergues. Les objectifs de l'évolution du document d'urbanisme sont les suivants :

- de procéder à un changement de zonage au sein de la zone agricole afin de permettre la réalisation d'un projet agricole dans le secteur de Bardonnieres ;
- de revoir le règlement encadrant les activités commerciales et de services dans la zone Ui dans le secteur de Grange-Gillet ;
- de procéder à la correction d'une erreur matérielle relevée suite à l'approbation du PLU en 2018 : la commune s'était engagée à revoir les possibilités d'implantation des annexes et des extensions en zone UC suite à l'enquête publique de la révision générale mais cette modification n'apparaît pas dans le règlement,
- de créer un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) dans le secteur des Sapins.

I.2.Les fondements de la procédure de modification

Les points d'évolution du document d'urbanisme ne portent pas atteinte à l'économie générale du document et du PADD. Il concerne uniquement l'adaptation ou la mise à jour de certaines pièces du PLU (règlement écrit et graphique).

Ces modifications n'induisent en aucun cas la consommation de nouveaux espaces naturels ou agricoles. **Ainsi, aucune zone actuellement classée en N ou A au PLU de la commune n'est réduite. De plus, aucun espace boisé classé n'est impacté.**

Les modifications ne majorent pas les possibilités de construction de plus de 20% dans les zones concernées par les adaptations réglementaires (UC, Ui).

Le code de l'urbanisme (article L.153-41) indique que la procédure de modification de droit commun (avec enquête publique) peut être utilisée pour :

"Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du livre II du livre 1er du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble de la règle du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L131-9 du présent code."

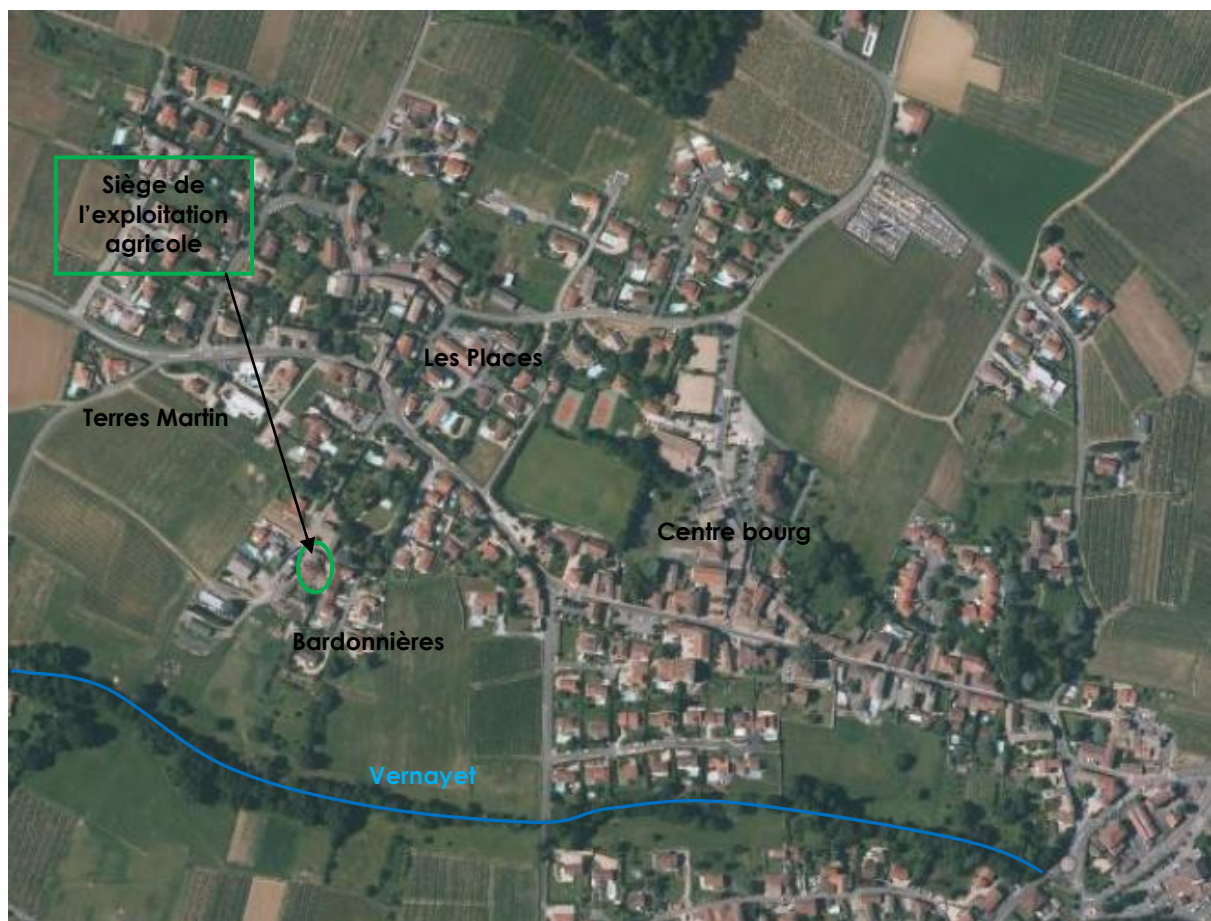
Compte tenu des modifications à apporter au document, et conformément aux articles L153-41 à L153-44 du Code de l'urbanisme, le Conseil municipal de Porte des Pierres Dorées souhaite donc procéder à la modification du PLU de la commune déléguée de Liergues via une procédure de droit commun.

I.3. Les justifications de la modification

I.3.1. Adaptations règlementaires

- Projet de construction agricole

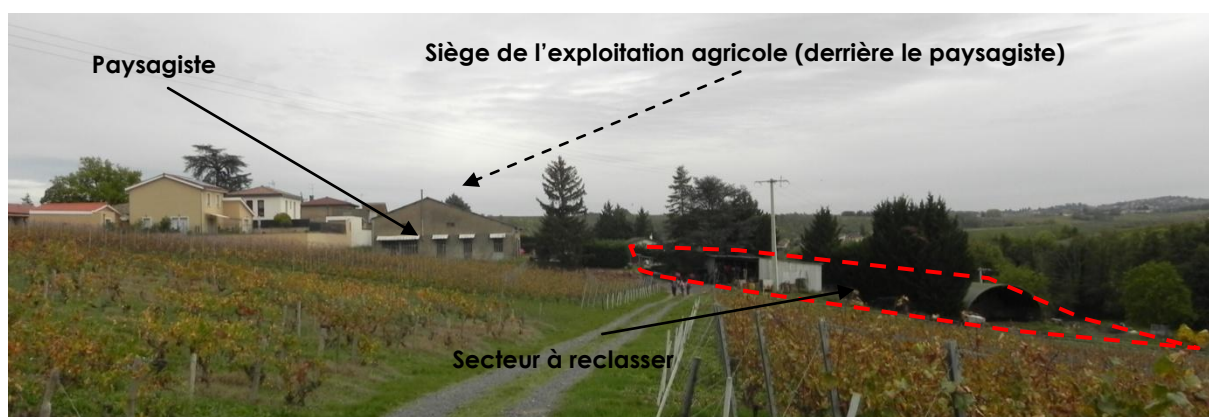
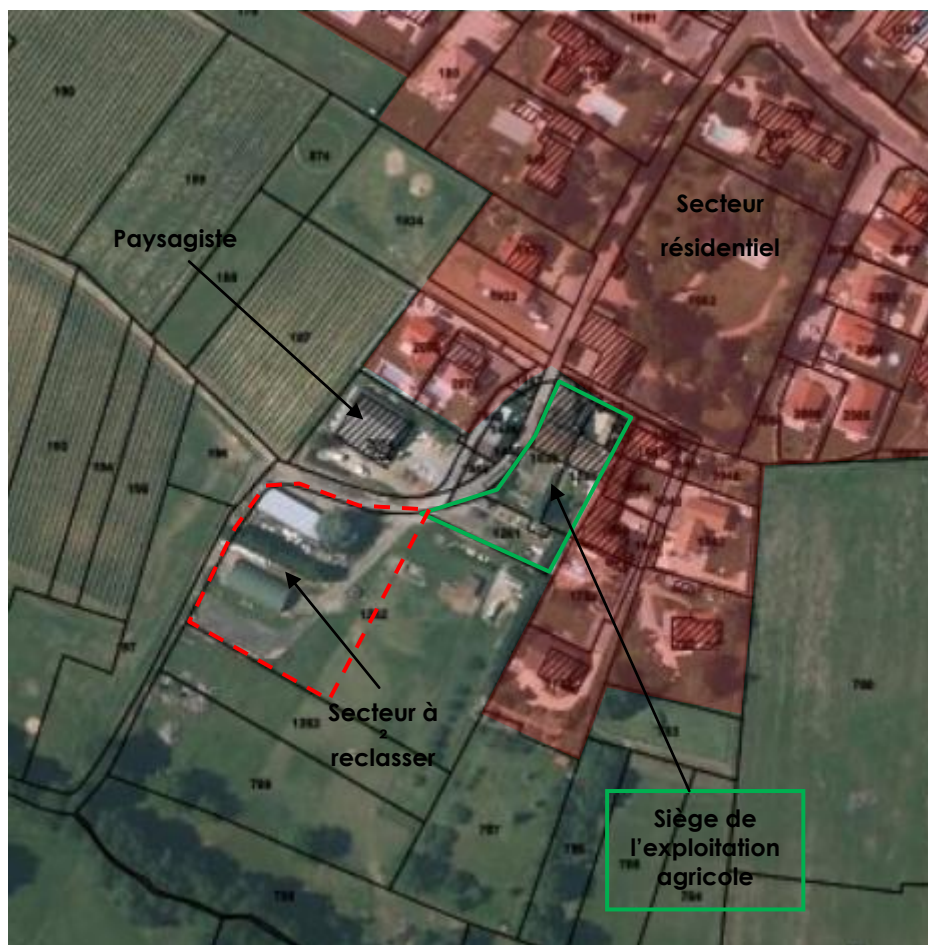
Le vallon du Vernayet a été protégé pour sa qualité paysagère et a été classé en secteur As inconstructible lors de la révision du PLU en 2018, interdisant toute nouvelle construction, même agricole. L'exploitation agricole située en frange Sud du bourg de Liergues dans le secteur de Bardonnieres souhaite évoluer et pouvoir construire un nouveau bâtiment agricole.



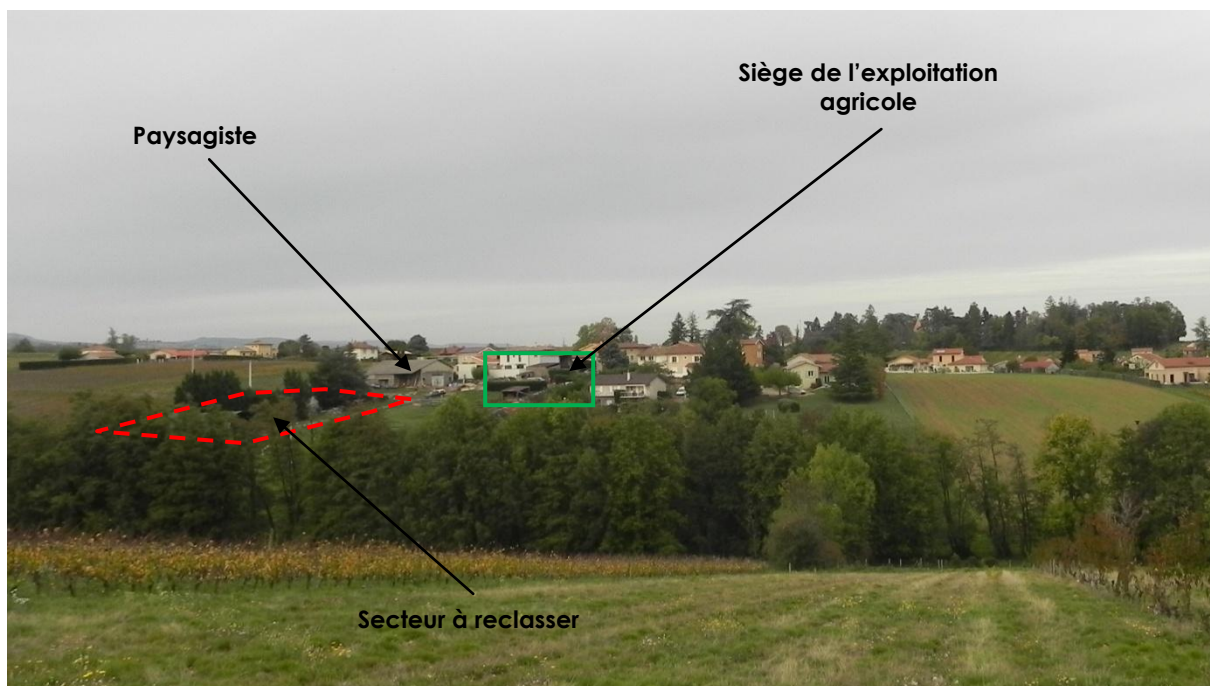
Vue aérienne du bourg de Liergues

Conformément aux objectifs du PADD, les élus souhaitent favoriser le maintien des exploitations agricoles et permettre ce projet en créant une petite zone A dans le secteur As. Afin de limiter les éventuelles nuisances avec le voisinage résidentiel et pour limiter l'impact visuel, il a été décidé de

localisé la zone A plus bas dans le vallon, à distance de la zone U et à proximité des abris et tunnels agricoles existants.



Vue du secteur à reclasser depuis l'Ouest



Vue du secteur à reclasser depuis le versant opposé du vallon du Vernayet au Sud

- Adaptation du règlement de la zone Ui dans le secteur de Grange-Gilet

Le secteur de Grange-Gillet, situé entre le bourg de Liergues et la RD338, a une vocation économique affirmée : il accueille la cave coopérative intercommunale et un garage automobile. Ce secteur a été classé en Ui à vocation économique dans le PLU en 2018. Les constructions de la zone présentent des gabarits importants et l'ensemble des surfaces n'est pas utilisé. La commune a enregistré plusieurs demandes pour la création de locaux économiques à vocation de services (agence immobilière, locaux pour professions libérales ou bureau d'études, ...).

Le règlement actuel de la zone Ui n'autorise pas les activités de services avec accueil d'une clientèle sauf si elles sont directement liées à une activité de production existante sur le même tènement et dans la limite de 30% de la surface de plancher du local de production et dans la limite de 100 m² de surface de plancher. Etant donné sa proximité avec le bourg, où sont autorisées sans conditions les activités de services avec accueil d'une clientèle, il convient d'autoriser ce type d'activités dans le secteur de Grange-Gillet. Cette disposition ne doit toutefois pas être étendue à l'ensemble des zones Ui.

Il est donc décidé de créer un secteur Uis, correspondant au secteur de Grange-Gilet, où les activités de services avec accueil d'une clientèle seront autorisées sans conditions, à l'instar des zones UA et UB.

I.3.2. Correction d'une erreur

Par ailleurs il a été constaté une erreur que la commune souhaite régulariser.

- Révision des possibilités d'implantation des annexes en zone UC

Lors de l'enquête publique de la révision générale de 2018, plusieurs demandes avaient été faites pour que les possibilités d'implantation des extensions, des annexes et des piscines soient modifiées. La commune s'était engagée à prendre en compte certaines demandes (voir extrait du document joint à la délibération d'approbation du PLU en 2018 ci-dessous) mais il apparaît que ces adaptations n'ont pas été intégrées dans le règlement.

Reclassement de parcelles

DEMANDES	REPONSES	PIECES DU DOSSIER CONCERNEES
8 demandes de reclassement		
<i>Intervention 4 : parcelles A2121-2122 et A2119-2120 – Le Perret</i> <i>Le cadastre n'est pas à jour et tracé de la limite de zone UC ne correspond pas aux nouvelles parcelles.</i> <i>Demandes le reclassement de l'ensemble des parcelles en UC et de pouvoir construire en limite séparative (extension, annexe, piscine) comme pour la construction principale</i>	La zone UC sera redessinée pour intégrer l'intégralité des parcelles. Le règlement sera adapté. Les extensions des constructions existantes pourront s'effectuer sur la limite ou avec un retrait de 1m. Les annexes pourront s'implanter sur limites séparatives en zone UC. Les piscines respecteront la distance de 2m de recul comme dans toutes les zones pour limiter les nuisances.	Zonage, règlement

Extrait du document expliquant les adaptations effectuées avant l'approbation

Les élus ont décidé de rectifier cette erreur et d'intégrer dans le règlement de la zone UC les dispositions qui avaient été prévues en 2018 : possibilité d'implantation en limite séparative pour les extensions des constructions existantes (ou recul minimum de 1 mètre) ; possibilité d'implantation des annexes en limites séparatives.

I.3.3.Création d'un STECAL pour une activité existante en zone A.

La commune souhaite ajouter un nouveau secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en zone A pour prendre en compte une activité existante. Il s'agit d'une entreprise de charpenterie implantée au lieu-dit Les Sapins. Ce secteur est occupé en partie par des constructions agricoles, en partie par des constructions d'habitation et par une autre activité récemment créée.



La création de ce STECAL ne créera pas nuisances ou de contraintes supplémentaires pour l'activité agricole car l'entreprise est déjà implantée sur place. Le secteur, bien que classé en agricole, s'apparente plus dans son organisation à une petite zone d'activités.

La création du STECAL n'entraînera pas d'impact sur l'environnement, le secteur n'ayant pas de sensibilité particulière.

La création de ce STECAL impose d'adapter le règlement du secteur Ah correspondant aux activités existantes en zone agricole. En effet celui-ci n'autorise actuellement que les activités d'artisanat et de commerce de détail ou d'activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle. L'activité de charpentier relevant de la sous-destination « industrie », celle-ci sera autorisée dans le règlement sous les mêmes conditions que les 2 autres sous-destinations : l'activité doit être existante et la construction ne doit pas changer de destination. Le reste des dispositions concernant le secteur Ah restent inchangées.

Deuxième partie - Les pièces modifiées

Les parties surlignées **en bleu** sont supprimées dans la cadre de la présente procédure et les parties **en jaune** sont ajoutées.

I.1. Le règlement écrit

Les modifications suivantes sont apportées :

I.1.1. Règlement de la zone UC

Article 2-1 Volumétrie et implantation des constructions :

[...]

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les dispositions du présent article régissent l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives du terrain, c'est à dire les limites latérales et de fonds de parcelle qui ne sont pas concernées par l'application de l'article précédent.

Le retrait des constructions est mesuré horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative.

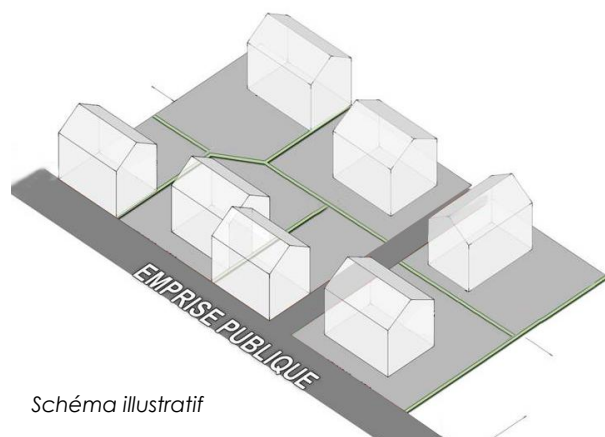


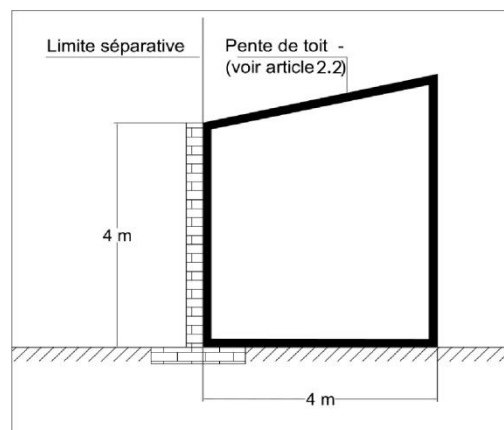
Schéma illustratif

En zone UC, hors secteur UCp :

Les constructions doivent s'implanter avec un retrait minimum **de 5 mètres**.

L'extension des constructions existantes à la date d'approbation du PLU pourra s'implanter sur une limite au plus à condition que la hauteur sur ladite limite ne dépasse pas 4,00 m et selon les dispositions du schéma ci-contre.

Si l'extension ne jouxte pas la limite, elle s'implantera avec un retrait minimum de 1 mètre.



Les annexes et les piscines pourront s'implanter avec un retrait minimum de 2 mètres.

Les annexes pourront s'implanter sur limite séparative. Si la construction ne jouxte pas la limite, elle s'implantera avec un retrait minimum de 2 mètres.

Dans le secteur UCp uniquement :

Dans la bande de constructibilité principale, les constructions s'implanteront sur une limite séparative au moins (ordre continu ou semi-continu).

Dans le cas d'un retrait, la distance entre tout point de la construction et la limite séparative ne pourra être inférieure à 4 mètres ;

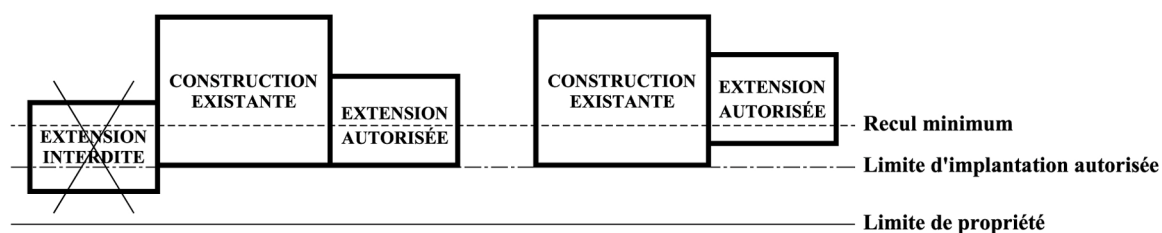
Dans la bande de constructibilité secondaire, les constructions doivent s'implanter avec un retrait minimum **de 4 mètres**.

Dans les bandes de constructibilités principales et secondaires, les piscines devront s'implanter avec un retrait minimum de 2 mètres.

Les annexes pourront s'implanter sur limite. Dans le cas d'un retrait, celui-ci sera au minimum de 2 mètres.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

- aux équipements d'intérêt collectif et services publics,
- aux extensions* de constructions implantées différemment de la règle générale qui pourront s'implanter avec un recul au moins égal à celui de la construction portant l'extension **à l'exception de la zone UC (hors secteur UCp).**



[...]

I.1.2.Règlement de la zone Ui

Entête de la zone :

[...]

Caractéristiques de la zone

Zone urbaine, dont la vocation principale est l'activité industrielle et artisanale (secteurs de la ZA des Sapins, de Grange-Gillet, du Château de l'Eclair, Champ du Cruy).

La zone Ui comprend :

- **un secteur Uic**, correspondant au secteur commercial du Grand Passeloup, avec des règles spécifiques concernant les activités autorisées.
- **un secteur Uis**, correspondant au secteur de Grange-Gillet, avec des règles spécifiques concernant les activités autorisées.

La zone Ui est concernée par **des aléas faibles, moyens et forts d'inondation** (repérés par des hachures violettes sur le document graphique-plan des risques et contraintes) et par le **risque B2 de mouvements de terrain** (repérés par une trame bleu clair sur le document graphique-plan des risques et contraintes). Cf article 4 des dispositions générales.

Les prescriptions définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la zone Ui, sauf stipulations contraires.

[...]

Article 1-1 Occupation et utilisation du sol admises interdites :

Sont interdits :

- Les exploitations forestières et agricoles,
- Les constructions à usage d'habitation,
- Les constructions à usage de restauration,
- Le commerce de gros,
- Les constructions à usage d'hébergement hôtelier et touristique à l'exception du secteur Uic,
- Les constructions à usage de cinéma
- Les constructions à usage d'activités de services avec accueil de clientèle à l'exception des secteurs Uic **et Uis**
- Les constructions à usage industriel en secteur Uic,

- Les constructions à usage d'entrepôt en secteur Uic,
- Les constructions à usage de centre de congrès et d'exposition,
- L'aménagement de terrains pour l'accueil des campeurs, des caravanes*, et des habitations légères de loisirs,
- les parcs d'attraction * ouverts au public,
- les dépôts de véhicules *,
- les garages collectifs de caravanes *,

[...]

I.1.3.Règlement de la zone A

1.2. Occupation et utilisation du sol admises sous conditions :

[...]

Sont admis sous réserve d'être situées dans le secteur Ah :

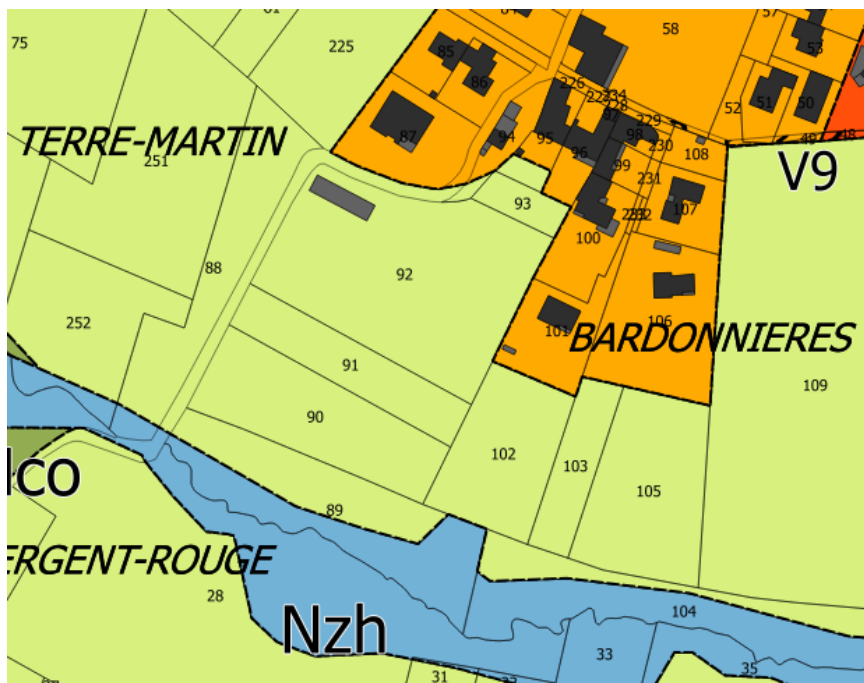
- Les travaux suivants concernant les constructions existantes à la date d'approbation du PLU à usage **d'industrie, d'artisanat et de commerce de détail ou d'activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle** et pour le même usage sans changement de destination sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande et que l'emprise au sol* soit au moins égale à 60 m² :
 - **L'aménagement** des constructions dans le volume
 - **l'extension** des constructions dans la limite de 15% de l'emprise au sol* de la construction initiale, et d'une extension par tènement,

[...]

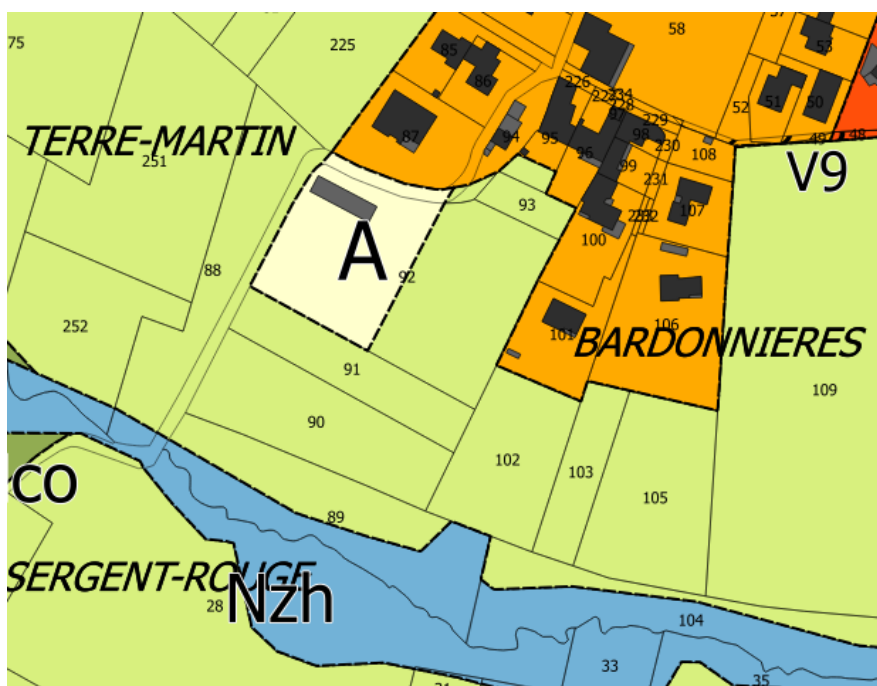
I.2. Le document graphique

I.2.1. Création d'une zone A dans le secteur As de Bardonnieres

Document graphique avant la modification

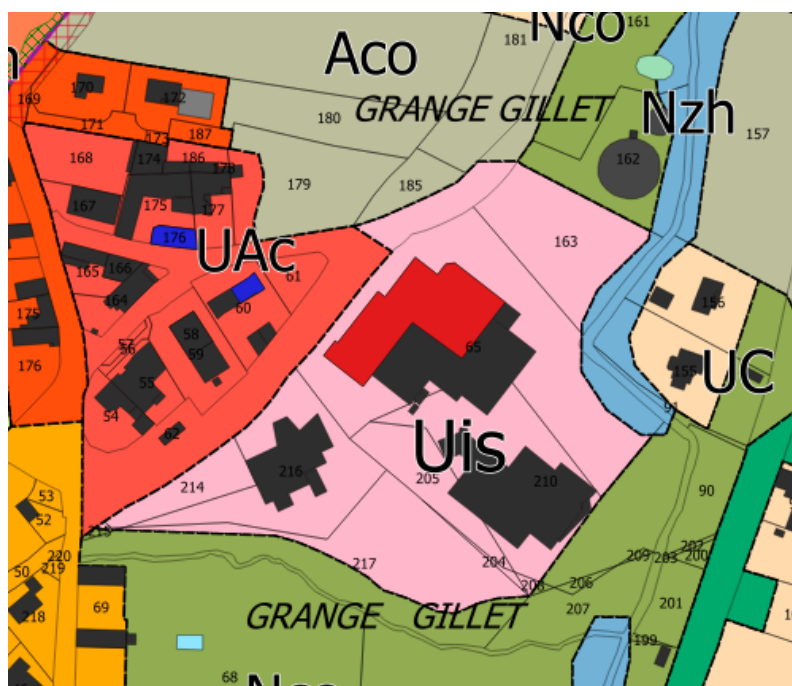


Document graphique après la modification

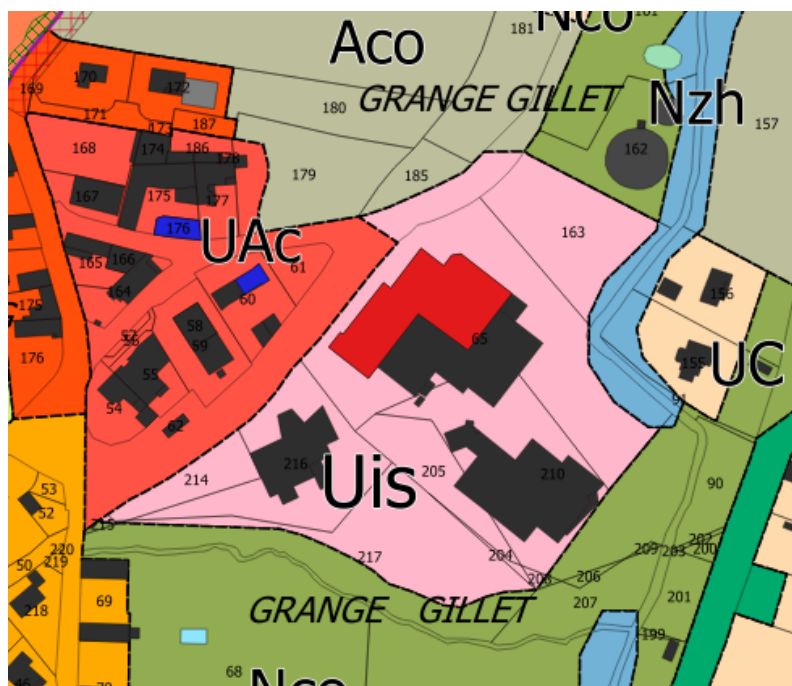


I.2.2.Création d'un secteur Uis à Grange-Gillet.

Document graphique avant la modification

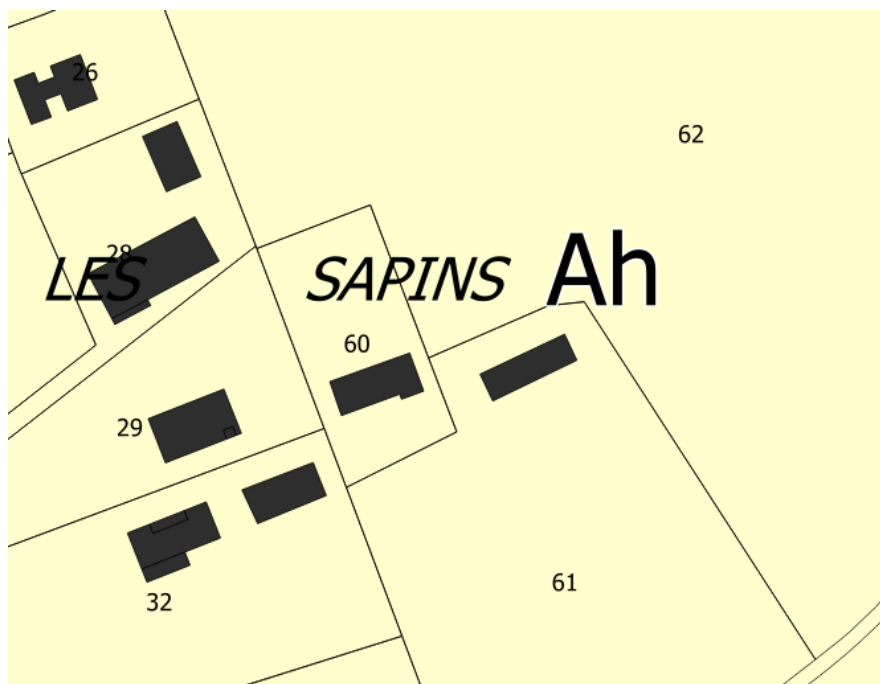


Document graphique après la modification



I.2.3.Création d'un secteur Ah aux Sapins.

Document graphique avant la modification



Document graphique après la modification

